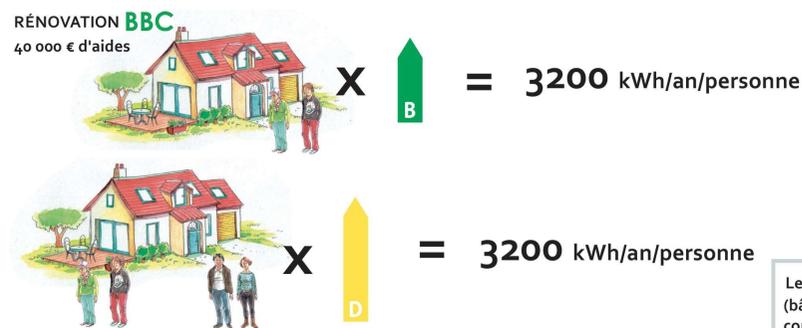


Deux personnes vivant dans une passoire énergétique de 30 m<sup>2</sup> consomment, individuellement, près de deux fois moins d'énergie pour leur logement que deux personnes vivant dans une maison "basse consommation" de 300 m<sup>2</sup>.



Deux personnes dans une maison de 80 m<sup>2</sup> classe D, rénovée BBC, consomment individuellement autant que quatre personnes vivant dans cette même maison non rénovée.

Le LABEL **BBC** (bâtiment basse consommation), repère pour les politiques publiques, est accordé à partir de la classe B.

## AUJOURD'HUI...

On ne tient compte que de la performance énergétique des bâtiments, divisés en classes par les Diagnostics de performance énergétique (DPE). L'empreinte surfacique, c'est-à-dire l'impact de l'occupation d'une surface habitable par chaque individu, est ignorée par les politiques visant à réduire la consommation énergétique des logements.



**EFFET REBOND : L'ÉBRIÉTÉ SURFACIQUE**  
En 50 ans, la taille moyenne de surface habitable par personne est passée de 20m<sup>2</sup> à 40m<sup>2</sup>, et elle continue d'augmenter. Grâce à l'amélioration des performances, ceux qui ont les moyens de rénover leur logement peuvent l'agrandir sans alourdir leur facture d'énergie.



**INJUSTICE SOCIALE : LA TRIPLE PEINE**  
Les plus pauvres n'ont souvent pas les moyens d'isoler leurs logements, même avec les aides. La facture énergétique mange une grosse part de leur budget. En vivant dans de petits espaces et en limitant leurs consommations, ils fournissent les plus gros efforts de sobriété énergétique, qui ne sont pas reconnus politiquement.

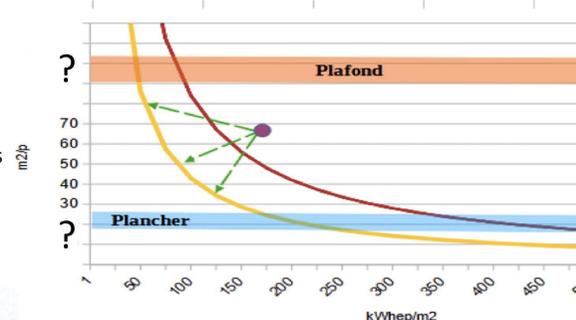


**UN RÉSULTAT QUI NE RÉPOND PAS À L'URGENCE ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE :** beaucoup d'argent public dépensé pour peu d'efficacité.

## ET DEMAIN ?

Les propositions de l'Appel pour une transition énergétique sobre, efficace, juste et paisible.

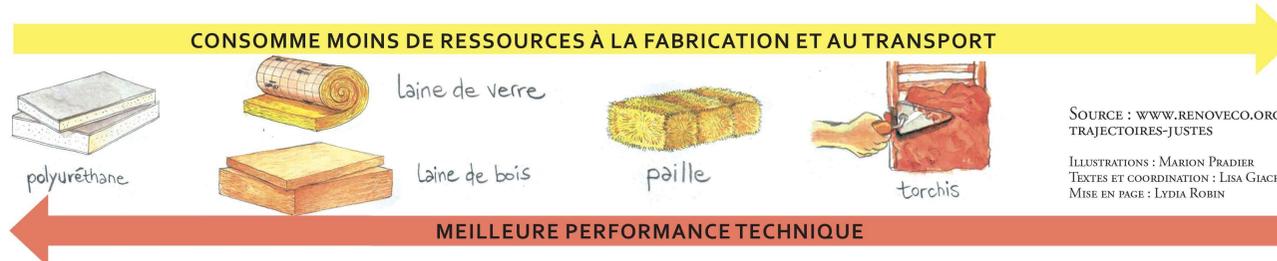
- UN PLANCHER ET UN PLAFOND DE CONSOMMATION D'ÉNERGIE, définis démocratiquement, à l'intérieur desquels il pourra y avoir des trajectoires différentes en fonction des parcours et des âges de la vie.
- DES GARANTIES POUR LES LOCATAIRES ET DES OBLIGATIONS POUR LES PROPRIÉTAIRES : rénovation minimum des logements, et engagement sur un niveau de consommation d'énergie par personne.
- ENCOURAGER L'ÉCONOMIE DE LA FONCTIONNALITÉ : plus de cohabitation et de mutualisations, moins de constructions neuves.



Sur ce schéma, en ordonnée (verticale) figurent les m<sup>2</sup> par personne, et en abscisse (horizontale) la classe énergétique du logement cad son Diagnostic de Performance Énergétique (DPE) en kWh/m<sup>2</sup>/an. La courbe rouge représente les consommations actuelles (6400kWh par personne en moyenne par an), et la courbe jaune l'objectif à atteindre en 2050 (3200 kWh par personne). Sur cette carte de la transition énergétique chaque individu est représenté par un point. Les flèches vertes permettent de visualiser différentes trajectoires possibles, pour réduire l'empreinte énergétique de son logement, en jouant sur la surface occupée et sur la qualité de l'isolation. Les valeurs plancher et plafond sont à définir démocratiquement.

### MATÉRIAUX : PERFORMANCE ET EMPREINTE

Les matériaux isolants sont évalués par un "lambda" qui correspond à leur conductivité thermique. Plus le lambda est faible, plus le matériau est performant. L'épaisseur de l'isolant est souvent une contrainte importante lors d'une rénovation. La rénovation d'une passoire énergétique en BBC nécessite obligatoirement des isolants performants, tandis qu'une rénovation en classes C ou D peut se faire avec des isolants moins performants. Aucune aide Ma prime Rénov ou CEE n'est possible pour ceux qui veulent vivre dans des surfaces modérées, et isoler avec les matériaux locaux naturels.



SOURCE : WWW.RENOVECO.ORG/TRAJECTOIRES-JUSTES

ILLUSTRATIONS : MARION PRADIER  
TEXTES ET COORDINATION : LISA GIACHINO  
MISE EN PAGE : LYDIA ROBIN

## « IL FAUT TENIR COMPTE DE LA SURFACE HABITÉE PAR CHAQUE INDIVIDU »

**Pour une transition énergétique « sobre, efficace, juste et paisible » : des ingénieurs, architectes, artisans du bâtiment, chercheurs et militants ont publié un appel qui propose de revoir les politiques visant à réduire la consommation énergétique des bâtiments. Ils partent du constat que la politique actuelle, basée uniquement sur les performances techniques de l'habitat, n'est ni efficace, ni équitable. Ils invitent à intégrer, dans les études et les aides financières, la notion d'empreinte surfacique, c'est-à-dire le nombre de mètres carrés utilisés par personne. On en parle avec l'un des initiateurs de l'appel, Benoist du Crest, économiste et conseiller en performance thermique.**

**L'âge de faire : Vous partez du constat que la politique actuelle de rénovation des bâtiments n'atteint pas ses objectifs. Qu'est-ce qui vous fait dire ça ?**

**Benoist du Crest :** En septembre, le ministère de l'Écologie a relevé, dans un document sur la stratégie bas carbone, que l'effet positif des travaux de rénovation des bâtiments sur les émissions de CO<sub>2</sub> est annulé par l'augmentation des surfaces habitables. En cinquante ans, la France est passée de 20 à 40m<sup>2</sup> par personne. Depuis 1974 et le choc pétrolier, nous améliorons les performances énergétiques de nos logements pour diminuer nos consommations, mais elles ne baissent pas car nous augmentons nos surfaces habitées. C'est ce que l'on appelle l'effet rebond.

**Comment éviter cet effet rebond ?**

**B.D.C. :** Il y a deux manières possibles de diviser par deux les émissions de CO<sub>2</sub> du logement d'ici 2050. La première consiste à doubler la performance énergétique de tous les logements. C'est ce qu'on essaie de faire, mais c'est difficile et ça coûte très cher. La seconde consiste à diviser par deux la surface de logement par personne. C'est stalinien, mais on résoudrait le problème ! On se retrouverait avec plein de logements vides, et on éviterait de dépenser de l'énergie grise et des matériaux pour de nouvelles constructions. Pour que ce soit juste et efficace, il faut trouver une voie entre les deux. Améliorer les bâtiments, tout en tenant compte de l'empreinte surfacique des individus. Si vous jouez sur un seul paramètre, il y a des effets rebonds, des injustices et des tensions politiques. En novembre 2021, l'Ademe a écrit dans son rapport sur la transition que la surface par habitant est un « *impensé politique* ».

### « LA SOBRIÉTÉ REMET EN CAUSE LE MODÈLE ÉCONOMIQUE DOMINANT »

Signataire de l'appel, Patrick Behm est l'un des fondateurs de la coopérative Enercoop. Il coordonne aujourd'hui les études « Transition énergétique citoyenne » au sein du Labo de l'ESS (économie sociale et solidaire).

Tous les scénarios de transition appuient sur trois axes : énergies renouvelables, efficacité et sobriété. Les énergies renouvelables, c'est presque gagné. Elles se développent, même si on les voudrait plus citoyennes. L'efficacité énergétique, les industriels y ont intérêt avec la hausse du coût de l'énergie, et c'est de la technologie – ça ne demande pas à changer nos habitudes. La sobriété, elle, est le parent pauvre des réflexions, parce que cela demande de changer les comportements individuels et collectifs. C'est plus compliqué : on sort de l'ingénierie, il faut convoquer les sciences sociales et remettre en cause le modèle économique dominant. Moins consommer, moins produire... pour la pensée dominante, c'est faire un petit tour en récession !

Aujourd'hui, la sobriété est récupérée par les pouvoirs publics – en mal. La sobriété qu'ils nous proposent est subie. Nous voulons au contraire une sobriété véritablement choisie, qui soit vecteur de la reconstruction économique, qui recrée de la valeur et du lien social, dans un sens positif et pas régressif. Domaine par domaine, tout est à inventer. »

Recueilli par LG

**Pourquoi l'impact de la surface par habitant est-elle ainsi ignorée ?**

**B.D.C. :** Les organisations qui militent pour la transition énergétique des logements ont avant tout défendu le « tout BBC » (bâtiment basse consommation, Ndlr). Il y a quinze ans, pour le Grenelle de l'environnement, les ingénieurs ont fait des tests, et conclu que l'on pouvait techniquement passer à 80 kWh par m<sup>2</sup> et par an : si les 27 millions de logements y passaient, on diviserait par deux notre consommation d'énergie. Il fallait rénover BBC 500 000 logements par an, faire des constructions neuves performantes, et en 2050 on aurait gagné ! Mais il n'y a pas assez de rénovations, et elles ne sont pas assez performantes malgré l'argent public dépensé. Pour avoir un bâtiment performant, les corps de métier doivent travailler ensemble. Chasser les fuites d'air, traiter les ponts thermiques, prévenir la condensation de la vapeur d'eau, renouveler l'air... Cela représente un coût énorme.

**Vous estimez que le « tout BBC » est socialement injuste...**

**B.D.C. :** Un propriétaire pauvre d'une passoire énergétique consomme beaucoup tout en se privant de chauffage, et la facture augmente ces temps-ci. C'est la triple peine, que vivent aussi les locataires des passoires énergétiques. Certes, les primes à la rénovation sont meilleures pour les gens qui ont de faibles revenus. Mais pour être aidé, il faut forcément atteindre le niveau BBC sur l'ensemble du bâtiment, ce qui est inaccessible aux moins riches. Par exemple, j'accompagne quelqu'un au RSA qui a hérité d'une passoire de 75 m<sup>2</sup>. S'il rénove, 75 % des travaux seront payés par l'État, mais il restera à sa charge 12 000 euros, la valeur de deux années de RSA : il ne peut pas ! Bien sûr, on peut lui calculer des taux de retour sur investissement et lui dire que ça vaut le coup. C'est oublier qu'il a déjà arrêté de se chauffer l'hiver dernier, il privilégie le budget essence pour se déplacer. La réponse à ce genre de situation, ce serait le prêt avec solvabilité sur le bien : le « Ouf », pour Offre universelle de financement. La dette est reportée à la succession. Donc, pour les enfants des gens pauvres, on casse la succession !

**Que proposez-vous pour éviter ces injustices ?**

**B.D.C. :** Il faut permettre différentes trajectoires de réduction de consommation énergétique du logement, qui peuvent évoluer selon les périodes de la vie. On devrait étudier des isolations pour une partie seulement d'un bâtiment (le reste ne sera pas chauffé), ou encore des aménagements pour qu'un bâtiment puisse augmenter son nombre d'habitants. Il faut aussi que la sobriété des plus pauvres soit reconstruite : ce sont nos "premiers de cordée" dans la lutte contre le réchauffement climatique. Diviser par deux la consommation énergétique du logement, cela revient à atteindre le chiffre moyen de 3 200 kWh par personne et par an. Actuellement, les personnes du premier décile, c'est-à-dire les 10 % de Français les plus pauvres, ne sont pas loin de l'objectif, avec 3 600 kWh en moyenne dans 30 m<sup>2</sup> par personne. Les 10 % les plus riches, eux, sont à 7 200 kWh en moyenne, dans 60 m<sup>2</sup> par personne ! Non seulement ils nous retardent dans la transition, mais pendant ce temps, les pauvres paient très cher la facture énergétique, et fournissent de gros efforts de sobriété forcée.\* Pour réduire les inégalités,



© MARION PRADIER

**EN CINQUANTE ANS, LA FRANCE EST PASSÉE DE 20 À 40M<sup>2</sup> PAR PERSONNE**

nous proposons d'instaurer un plancher et un plafond. Le plancher représenterait le nombre de m<sup>2</sup> minimum à laquelle chaque individu aurait droit. Le plafond serait le maximum à ne pas dépasser.

**Et concrètement, comment ces propositions seraient-elles mises en œuvre ?**

**B.D.C. :** Déjà, il faut être d'accord sur le constat. Nous appelons à une étude techno-socio-économique d'autres scénarios de transition. Nous invitons les chercheurs à s'en emparer, à nous dire ce qui ne va pas dans nos premiers travaux. Affinons ! Ensuite, le plafond, c'est de la négociation : qu'est-ce qui

est trop grand ? Comment interdire, ou pénaliser, les trop grandes surfaces ? Peut-on raisonner en surface chauffée-climatisée et non en surface habitable ? Il faut aussi se demander quelles politiques économiques on veut. Si on laisse le marché réguler le prix de l'isolant, et qu'il y a beaucoup de demande, il va augmenter. Il y a quinze ans, le prix de la fenêtre double-vitrage et de la pose a doublé, profitant des 50 % pris en charge par l'État. C'est pour ça qu'on a vu fleurir plein de boîtes, c'était hyper rentable ! Il faut arriver à d'autres règles économiques, pendant 10 ou 15 ans, le temps de la transition de nos logements. On est capable de faire des règles économiques en urgence quand il y a le Covid ou la guerre en Ukraine. Et l'urgence climatique ?

Concrètement, il y a des propositions de jouer sur les tarifs de l'énergie, avec les premiers kWh offerts. De favoriser les logiques de convivialité et les cohabitations. Ou encore d'expérimenter une monnaie temps-énergie, où des projets utiles à la transition d'un territoire seraient décidés localement par des citoyens tirés au sort, et mis en œuvre par des volontaires qui auraient, en échange, des bons à utiliser dans les transports et auprès des fournisseurs d'énergie.

Recueilli par Lisa Giachino

\* Il existe une forte hétérogénéité selon les logements. Une personne au RSA échappe à la précarité énergétique si elle vit dans un HLM bien isolé, alors qu'elle en est fortement frappée dans une passoire.

LIRE L'APPEL : [HTTP://WWW.RENOVECO.ORG/TRAJEC-TOIRES-JUSTES](http://www.renoveco.org/trajectoires-justes) - CONTACTER LE COLLECTIF : [TRAJECTOIRES.JUSTES@RENOVECO.ORG](mailto:TRAJECTOIRES.JUSTES@RENOVECO.ORG)